

L'audit, l'arme de Michel pour tuer les polémiques

GOVERNEMENT Les suédois font souvent appel aux experts...

► **Pacte énergétique, dossier soudanais, marché des F-16 : des audits et des experts « objectivent » les faits et désamorcent les tensions.**
► **Voire. Majorité et opposition continuent de s'écharper...**

Beaucoup considérant qu'elle devrait s'inspirer plus largement des techniques managériales, la politique avance, elle aussi, de plus en plus, à coups d'audits, une procédure consistant - nous indique le Larousse - à « s'assurer du caractère complet, sincère et régulier des comptes d'une société, à porter un jugement sur la qualité et la rigueur de la gestion ». C'est une tendance. La suédoise est dans le « move ». À plusieurs reprises durant cette législature, dans le feu de l'action, au plus fort d'une polémique, le gouvernement de Charles Michel a réclamé un temps mort, pour suspendre la controverse et confier les clés à une boîte d'experts, chargés de faire toute la lumière.

Ce fut la technique employée à trois reprises au moins : lors du blocage intra-majoritaire (l'opposition a soufflé sur les braises) sur le pacte énergétique, lorsque la N-VA hésita à déclarer qu'elle accepte de mettre un terme au nucléaire ; dans le dossier soudanais, s'agissant de présumés mauvais traitements subis par des ressortissants soudanais expulsés par la Belgique ; enfin, au milieu de la crise des F-16, cette embrouille au sein de l'armée à propos du « marché du siècle », qui pèse 15 milliards d'euros (lire nos précédentes éditions).

Soyons clairs, un audit n'est pas l'autre.

Pour ce qui concerne le pacte énergétique, la ministre responsable, Marie-Christine Marghem (MR), avait confié au professeur Johan Albrecht, de l'université de Gand, et au Bureau du Plan, le soin de recalculer le coût/bénéfices de l'option « sortie du nucléaire ». Dans le dossier soudanais, c'est le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA) qui avait été chargé de vérifier le sort fait aux candidats réfugiés réexpédiés dans leur pays. Pour les F-16, l'Inspection du ministère de la Défense a opéré en interne, alors que le service fédéral d'audit a examiné les faits avec l'œil de l'intervenant ex-

terne.

Reprendre la route

Dans les trois cas, les audits ou études apparentées ont permis à la suédoise de reprendre sa route après la parenthèse. Ils ont fait retomber la tension. Façon de parler. Car à chaque fois, l'opposition est repartie à l'attaque sans accorder aucun crédit aux conclusions des experts.

Ahmed Laaouej lance : « Des audits, oui, mais pas des audits de pacotille ! » Le chef de groupe socialiste à la Chambre vise aujourd'hui le dossier F16 : « Là, on a confié l'examen des faits à l'armée elle-même, qui est juge et partie, et, à côté de cela, à un service fédéral qui n'a pas les moyens de ses ambitions. Coup

double ! » Il ponctue, polémique : « C'est le gouvernement Michel dans son ensemble qui aurait besoin d'un audit, sur les vraies données budgétaires, sur le coût réel du tax shift, et bien d'autres choses ! »

« Toujours la même technique »

Dans la majorité, on recadre. Chef de groupe MR au Parlement fédéral, David Clarinval tient son explication : « Le problème, c'est que l'opposition

monte systématiquement les faits en épingle, elle voit des complots... Je dois dire qu'Ecolo est spécialiste. C'est toujours la même technique : ils crient à la commission d'enquête, ils focalisent l'attention médiatique, ils dramatisent à outrance, d'où le nécessaire recadrage via un audit ou des experts, qui prennent du recul, qui cernent les problèmes... Sauf qu'après ça, si les résultats ne leur conviennent pas, ils disent que c'est biaisé, qu'on est complices ! Cela étant, parfois, ils sont coincés. Vous avez vu par rapport à Denis Ducarme à l'Agriculture ? Les verts ont réclamé un audit sur le cabinet, accusé des pires collusions dans la filière viande sur la base d'un témoignage anonyme, puis les faits se sont dégonflés, et ils ont en quelque sorte présenté leurs excuses... Il y a parfois une justice. »

Conclusion ? À quelques mois de la maxi-séquence électorale octobre 2018-mai 2019, c'est déjà campagne, et l'on voit bien qu'aucun audit, aucun rapport d'experts, dans aucun domaine où les faits et gestes sont plus ou moins objectivables, n'aura raison de la logique de compétition entre les partis, qui ne se passent plus rien. ■

DAVID COPPI

ENQUÊTES

Trois audits en quelques mois, la suédoise franchit les obstacles

► **La sortie du nucléaire.** En février dernier, une étude du Bureau du Plan et du professeur Johan Albrecht, de l'Université de Gand, « chiffre » le Pacte énergétique, lequel prévoit notamment la sortie du nucléaire, la sécurité d'approvisionnement, la sécurité tarifaire et le respect des conditions environnementales internationales. La N-VA avait tempêté sur le coût de la sortie du nucléaire. L'étude rassure, elle fait retomber la tension dans la suédoise.

► **Le dossier soudanais.** En février

toujours, le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA) produit les conclusions d'une enquête ayant trait au sort fait dans leur pays à des ressortissants soudanais qui n'avaient pas introduit de demande d'asile sur notre territoire et qui avaient été expulsés en conséquence. Cela, après qu'au mois de décembre, le Tahrir Institute avait fait état de mauvais traitements subis par ces Soudanais une fois de retour dans leur pays d'origine. La majorité juge que le rapport final conforte la politique d'asile du gouvernement, l'opposition reste sur sa faim.

► **Le rapport Lockheed.** En mars, l'on apprend qu'un rapport de Lockheed Martin affirmait que nos avions de

chasse F-16 peuvent voler plus longtemps que prévu, sans « coûts exorbitants », cela alors qu'il est question de les remplacer, dans ce que l'on appelle le marché du siècle, qui pèse 15 milliards d'euros. L'information Lockheed a circulé dans l'armée, et le ministre de la Défense, Steven Vandeput (N-VA), soutient ne pas avoir été mis au courant. Vrai ? Faux ? Injustifiable ? L'Inspection générale de l'armée et le comité d'audit fédéral interviennent. Ils examinent les faits. Steven Vandeput est épargné. L'opposition maintient ses accusations : ou le ministre de la Défense était au courant, ou des officiers l'ont trompé. Les débats se poursuivent actuellement en commission parlementaire.

D.CI

analyse « Une façon de faire baisser la pression médiatique »

Ya-t-il une technique Michel, de désamorçage de crise par voie d'audits et enquêtes ? Les observateurs privilégiés de la chose politique acquiescent. « On peut effectivement parler de technique, estime Carl Devos, professeur de sciences politiques à l'Université de Gand. Dans le manuel de la prise de décision en politique belge, il y a plusieurs chapitres : créer des commissions, créer des groupes de travail, lancer des audits. Il apparaît que Charles Michel maîtrise particulièrement bien le dernier chapitre. »

Marc Lits, professeur de communication à l'UCL, partage l'analyse. « Quand on se trouve en situation de crise, c'est cette idée qui surgit. L'audit permet de trouver des solutions, mais aussi de gagner du temps.

Quand la tension médiatique est à son comble, il est difficile de dire qu'on ne peut rien faire. Alors on annonce un audit, la pression médiatique redescend, une info chasse l'autre. »

Pour Marc Lits, la demande d'un audit permet aussi au gouvernement de se poser en bon gestionnaire.

Autre avantage de taille : « Quand un ministre est sous pression, la demande d'audit détourne l'attention. Celle-ci se centre alors vers les personnes

qui réalisent l'audit, et qui sont tenues à une certaine forme de confidentialité. »

Carl Devos aperçoit un dernier avantage : « En cas de blocage politique, la demande d'audit permet de faire comme si la situation n'était pas bloquée et qu'on continuait à travailler. Et pendant ce temps-là, derrière les écrans, il peut chercher un compromis qui arrange tous les partis. Pour le pacte énergétique, on a pu dire que la sortie du

nucléaire était possible, mais sous certaines conditions. Pour les Soudanais, on a pu dire que Francken aurait dû être plus attentif, mais qu'on pouvait poursuivre les rapatriements. »

Sur le fond, nos interlocuteurs estiment que l'audit n'est pas une mauvaise chose.

« Si l'on prend un peu de distance, c'est positif d'objectiver la décision politique, poursuit Carl Devos. Mais le problème, c'est qu'ici, on l'utilise pour gagner du temps et comme par hasard, les conclusions arrangent tous les partis politiques. Mais le danger, en procédant de cette façon, c'est qu'on finisse par décrédibiliser les audits. Mais de mon point de vue, Charles Michel est habile. Il connaît bien les trucs et ficelles de la politique belge. » ■

BERNARD DEMONTY